

NUMERO : 2024-251

DÉCISION DU MAIRE

Le Maire de la ville de Sarcelles,

Vu le Code général des collectivités territoriales, article L 2122-22,

Vu le Code de la commande publique,

Vu la délibération n° 2020-063 du Conseil municipal du 05 juillet 2020, reçue en sous-préfecture le 07 juillet 2020, portant délégation de pouvoir au Maire,

Considérant les orientations de la Ville dans le domaine de la politique culturelle,

Considérant la nécessité d'assurer la gestion technique pour permettre la réalisation de spectacles programmés par la Ville,

Considérant les contrats établis par le biais de l'organisme GUSO (Guichet Unique du Spectacle Occasionnel), faisant état, d'une part, des charges que la Ville de Sarcelles doit lui reverser, d'autre part du cachet (salaire net) à verser au technicien,

Décide :

Article 1 : de conclure un contrat avec les intéressés suivants :

- Monsieur [REDACTED] ayant pour mission la fonction de musicien en date du 12 octobre 2024, pour un montant total de 747,04 euros net, réparti comme suit 588,60 euros de salaire net Monsieur [REDACTED] et 158,44 euros net de charges patronales,
- Madame [REDACTED] ayant pour mission la fonction de musicienne en date du 12 octobre 2024, pour un montant total de 281,92 euros net, réparti comme suit 138,75 euros net pour madame [REDACTED] et 143,17 euros net de charges patronales,
- Monsieur [REDACTED] ayant pour mission la fonction de musicien en date du 12 octobre 2024, pour un montant total de 271,99 euros net, réparti comme suit 134,57 euros net pour Monsieur [REDACTED] et 137,42 euros net de charges patronales,
- Monsieur [REDACTED] ayant pour mission la fonction de musicien en date du 12 octobre 2024, pour un montant total de 271,99 euros net, réparti comme suit 131,64 euros net pour Monsieur [REDACTED] et 140,35 euros net de charges patronales,

- Monsieur [REDACTED] ayant pour mission la fonction de musicien en date du 12 octobre 2024, pour un montant total de 271,99 euros net, réparti comme suit 134,57 euros net pour Monsieur [REDACTED] et 137,42 euros net de charges patronales,

et d'autoriser la signature dudit contrat et de toute pièce annexe.

Article 2 : dit que la dépense sera imputée sur le budget communal.

Article 3 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4 bd de l'Hautil – BP 30322 – 95027 Cergy-Pontoise cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou de son affichage.

Fait à Sarcelles, le 22 octobre 2024

Le Maire
Patrick HADDAD

